

#6 Escroqueries et infractions assimilées

Une escroquerie est une tromperie délictuelle consistant en l'obtention d'un bien ou la fourniture d'un service au moyen de l'usage d'un faux nom, d'une fausse qualité, de l'abus d'une qualité ou de manœuvres frauduleuses. Sont étudiées ici les escroqueries et infractions assimilées, portées à la connaissance de la police et de la gendarmerie et consignées dans une procédure judiciaire.

Dans la nomenclature en 107 postes de l'état 4001 commune à la police et à la gendarmerie (séries historiques suivies par le ministère de l'intérieur, voir la partie *Sources et méthodes*), sept groupes d'infractions sont traditionnellement réunis dans la catégorie des « escroqueries et infractions assimilées » : les escroqueries et abus de confiance, les usages frauduleux de chèques et de cartes bancaires et différents types de faux (index 84 à 86 et 89 à 92).

Dans la présentation habituelle des statistiques de l'état 4001, les unités de compte de ces 7 groupes d'infractions ne sont pas les mêmes : pour les escroqueries et les usages frauduleux de cartes bancaires, on compte les plaignants, pour les faux on compte les procédures, et pour les usages frauduleux de chèques on compte les chèques³. Du fait de cette diversité d'approche, il est difficile de comparer les volumes de contentieux que représentent ces différentes familles, et plus encore de les additionner.

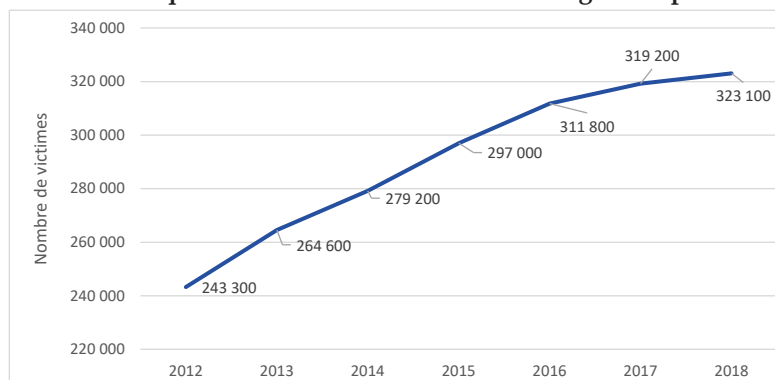
Une approche homogène de ce contentieux à travers la comptabilisation du nombre de victimes permet de régler ce problème et d'évaluer, globalement, l'ampleur du phénomène. Ceci permet également des comparaisons avec d'autres contentieux, comme les vols ou les violences (*figure 1*).

Le nombre de victimes de ce type d'infractions n'est disponible que depuis les récentes modernisations des systèmes d'enregistrement des procédures de la police et de la gendarmerie, c'est à dire depuis 2016. Seules les statistiques par unité de compte sont connues. Ainsi, le SSMSI a procédé à une rétopolation de la série de victimes sur la période 2012-2015 : en faisant l'hypothèse que, dans chacune des catégories de l'état 4001, le nombre moyen de victimes par unité de compte était identique sur la période 2012-2015 à celui observé en moyenne sur 2016-2017. Du fait du changement important dans la prise en compte des retraits frauduleux sur compte bancaires intervenue en 2011⁴, le choix a été fait de commencer cette série en 2012, année qui correspond également à la mise en place d'un nouveau dispositif d'enregistrement au sein de la gendarmerie nationale.

3 L'état 4001 recense des faits selon une règle d'unités de compte qui peuvent différer d'un index à l'autre. C'est le cas avec les « escroqueries et infractions assimilées » où 3 unités de compte sont utilisées : le chèque pour l'index 89 « Falsifications et usages de chèques volés », le plaignant pour les index 90 « Falsification et usages de cartes de crédit », 91 « Escroqueries et abus de confiance » et 92 « Infractions à la législation sur les chèques » ou la procédure pour les index 84 « Faux en écriture publique et authentique », 85 « Autres faux en écriture » et 86 « Fausse monnaie ».

4 La circulaire du 2 août 2011 lève l'obligation du dépôt de plainte pour les particuliers victimes.

1. Victimes d'escroqueries et infractions assimilées enregistrées par les services



Champ : France métropole tous services. [Agréгат EIEF Sous-agrégat Escroqueries et infractions assimilées : index 84 85 86 89 90 91 92].

Note de lecture : Le nombre de victimes d'escroqueries et infractions assimilées est passé de 243 300 en 2012 à 323 100 en 2018.

Source : SSMSI, Base victimes de crimes et délits 2018, données provisoires.

Repères avec l'enquête de victimation « Cadre de vie et sécurité »

Les débits frauduleux sur compte bancaire, ne faisaient pas l'objet d'un questionnaire dans les premières éditions de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » mais ont été introduits à partir de 2011. En 2017, 1,2 million de ménages métropolitains ont déclaré avoir été victimes d'une escroquerie bancaire, soit 4,2 % de l'ensemble des ménages. Cette proportion est un peu plus élevée (4,3 % en 2017) si l'on rapporte le nombre de ménages victimes au nombre de ménages possédant un compte bancaire.

Pour ce type d'escroqueries, le signalement auprès des forces de sécurité n'est pas un préalable obligatoire pour obtenir le remboursement des sommes débitées de la part de l'établissement bancaire de la victime. Les banques sont en effet tenues par la loi de procéder au remboursement intégral de ce type de débits frauduleux. De fait, ces escroqueries bancaires sont relativement peu fréquemment reportées. En moyenne entre 2015 et 2017, 37 % des ménages victimes se sont déplacés au commissariat ou à la gendarmerie, 26 % ont effectivement déposé une plainte, et 8 % ont fait une déclaration de type main courante. Ce sont les adultes de moins de 50 ans qui sont les plus touchés par les escroqueries.

Par ailleurs, un questionnaire spécifique a pour la première fois été consacré aux arnaques dans l'enquête CVS conduite en 2018. Le terme arnaque désigne les fraudes

et les escroqueries en dehors des débits frauduleux sur les comptes bancaires. Il peut s'agir par exemple d'une commande qui n'a jamais été livrée ni remboursée, d'une annonce qui s'est révélée être frauduleuse, d'un service qui n'a jamais été rendu, de fausses factures ou d'appels malveillants demandant d'appeler un numéro surtaxé, etc. Cela a pu se passer sur internet, par téléphone, par courrier ou par contact direct. Avec un taux de déclaration des arnaques à la police ou à la gendarmerie de 11 %, les arnaques sont un contentieux largement sous-déclaré par les victimes. Parmi les déclarants auprès de la police ou de la gendarmerie, plus des deux tiers (68 %) déposent effectivement plainte. Pour plus de détail, voir le rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » 2018.

Les escroqueries et infractions assimilées enregistrées par les services sont orientées à la hausse

Le nombre de victimes d'escroqueries et infractions assimilées a augmenté d'un tiers sur la période 2012-2018, soit +5 % par an en moyenne, et atteint 323 100 personnes en 2018 (*figure 2*), soit +1 % par rapport à 2017. Cette croissance, régulière sur toute la période est principalement due à la hausse de deux catégories d'infractions : les falsifications et usages de cartes de crédit (+8 % par an en moyenne sur les 6 dernières années) qui touchent 57 300 victimes en 2018, bien que ce nombre soit en légère baisse par rapport à 2017 (-1,0 %) ; et les escroqueries et abus de confiance (+6 % par an en moyenne) qui concernent 225 500 victimes en 2018. Les escroqueries sont une des familles de contentieux les plus importantes de l'ensemble de la délinquance enregistrée et l'une de celles qui évoluent le plus rapidement.

Dans un contexte de diminution de l'usage des chèques, le nombre de victimes de falsifications et usages de chèques volés diminue depuis 2016 et représente 27 200 personnes en 2018. Ces victimes représentent 8 % des victimes d'escroqueries et infractions assimilées. Le nombre des victimes d'autres infractions à la législation sur les chèques (chèques en opposition, chèques déclarés volés, interdiction d'émettre des chèques) connaît une forte diminution depuis 2012 (en moyenne -15 % par an) pour atteindre 2 900 en 2018.

Les victimes d'infractions de fausse monnaie (fabrication et utilisation de fausse monnaie) forment une faible part du contentieux (<1 %) et leur nombre diminue depuis 2015. La situation est contrastée sur 6 ans pour les faux en écriture publique ou authentique (faux établi par un fonctionnaire ou par un officier public) en baisse de 12,2 % par an en moyenne depuis 2012 et les autres faux en écriture en hausse de 3,5 % en moyenne.

2. Nombre de victimes d'escroqueries et infractions assimilées enregistrées par les services de 2012 à 2018

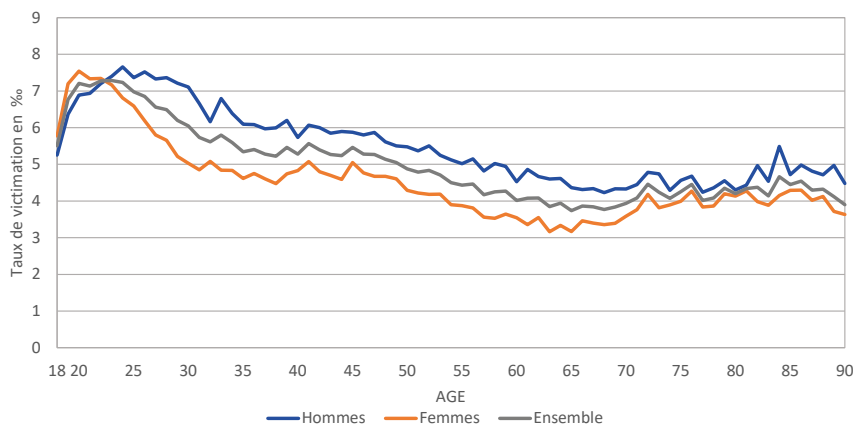
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	% de 2018	variation 2017-2018	Evolution moyenne annuelle
Falsifications et usages de chèques volés	26 300	24 200	27 200	28 300	31 100	29 400	27 200	8 %	-7 %	1 %
Falsifications et usages de cartes de crédit	36 800	41 600	49 400	55 500	57 700	57 800	57 300	18 %	-1 %	8 %
Escroqueries et abus de confiance	163 300	181 900	184 900	199 000	208 800	218 500	225 500	70 %	3 %	6 %
Infractions à la législation sur les chèques	7 600	7 100	5 900	4 700	4 300	3 600	2 900	1 %	-20 %	-15 %
Faux en écriture publique et authentique	1 700	1 700	1 200	900	700	700	800	0 %	9 %	-12 %
Autres faux en écriture	6 900	7 200	9 400	7 000	7 800	8 000	8 500	3 %	7 %	4 %
Fausse monnaie	700	900	1 200	1 600	1 400	1 200	900	0 %	-26 %	4 %
TOTAL	243 300	264 600	279 200	297 000	311 800	319 200	323 100	100 %	1 %	5 %

Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : 163 300 victimes d'escroqueries et abus de confiance ont été enregistrées en 2012 et 225 500 en 2018. La croissance moyenne sur 6 ans est de 5,5 %. Cette catégorie représente les deux tiers des victimes d'escroqueries et infractions assimilées en 2018.

Source : SSMSI, Base victimes de crimes et délits 2018, données provisoires. Estimation du nombre de victimes faite sur la base des années 2016 et 2017 et rétropolée sur les années antérieures.

3. Part des victimes d'escroqueries et infractions assimilées pour 1 000 habitants de même sexe et âge en 2018.



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : Sur 1 000 personnes âgées de 23 ans, 7 ont été enregistrés par les forces de sécurité comme victimes d'escroqueries et infractions assimilées en 2018.

Sources : SSMSI, Base des victimes de crimes et délits 2018, données provisoires - Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

Les victimes d'escroqueries enregistrées par les services : plutôt des jeunes adultes

En 2018, parmi les 323 100 victimes d'escroqueries et infractions assimilées enregistrées par les services, les personnes morales représentent 19 % des victimes (62 900 personnes morales). La victimation des personnes physiques est significative à partir de 18 ans, elle culmine à 23 ans avec 7 victimes pour 1 000 habitants du même âge puis tend à diminuer lentement avec l'âge (*figure 3*). C'est également à 23 ans que les hommes sont plus touchés que les femmes. A 75 ans, on compte toujours 4 victimes pour 1 000 personnes de cet âge, alors que la plupart des vols et violences à l'encontre des seniors sont nettement moins fréquents.

Surreprésentation des adultes de moins de 45 ans parmi les personnes mises en cause

En 2018, 71 500 personnes ont été mises en cause pour escroqueries ou autres infractions assimilées (*figure 4*) : ces mis en cause sont majoritairement des hommes (68 %), mais la proportion de femmes reste très supérieure à celle observée pour les autres types d'infractions. L'escroquerie reposant a priori sur une transaction avec des auteurs suffisamment crédibles aux yeux de la victime, ce sont les adultes (18 – 60 ans) qui représentent la grande majorité des auteurs présumés (89 %). Les jeunes adultes (de 18 à 29 ans), compte tenu de leur part dans la population, sont les plus surreprésentés parmi les mis en cause. Seulement 4 % des auteurs présumés d'escroqueries sont mineurs.

La grande majorité des personnes mises en cause pour des escroqueries et infractions assimilées en 2018 possèdent la nationalité française (86 %) (*figure 5*). Les étrangers mis en cause sont majoritairement de nationalité de pays d'Afrique (8 % du total), alors que ces nationalités représentent 3 % de la population résidant en France.

4. Ages et sexes des personnes mises en cause pour des escroqueries ou infractions assimilées en 2018

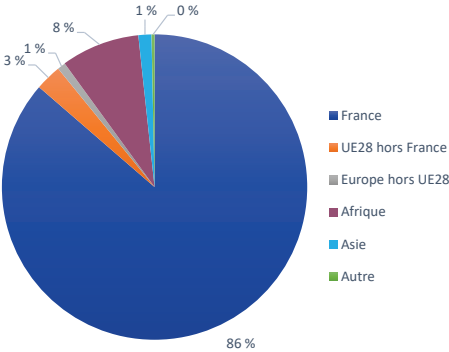
	Femmes mises en cause	Hommes mis en cause	Ensemble des mis en cause	Part des hommes parmi les mis en cause	Répartition des mis en cause par classes d'âges	Répartition de la population par classes d'âges
Moins de 13 ans	29	74	103	72 %	0 %	16 %
13 à 17 ans	656	2 290	2 946	78 %	4 %	6 %
18 à 29 ans	7 604	16 284	23 888	68 %	33 %	14 %
30 à 44 ans	8 103	17 248	25 351	68 %	35 %	19 %
45 à 59 ans	5 104	9 622	14 726	65 %	21 %	21 %
60 ans et plus	1 531	2 971	4 502	66 %	6 %	24 %
Total des personnes mises en cause	23 027	48 489	71 516	68 %	100 %	100 %

Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : En 2018, 71 516 personnes ont été mises en cause par les forces de sécurité pour des escroqueries ou infractions assimilées. 68 % sont des hommes et 35 % ont entre 30 et 40 ans. 19% de la population de France métropolitaine a entre 30 et 44 ans.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires - Insee, estimations de population (résultats provisoires à fin 2017).

5. Nationalité des personnes mises en cause pour des escroqueries ou infractions assimilées en 2018



Champ : France métropolitaine.

Note de lecture : 86 % des personnes mises en cause par la police ou la gendarmerie en 2018 pour des escroqueries ou infractions assimilées ont une nationalité française.

Sources : SSMSI, Base des auteurs de crimes et délits 2018, données provisoires.

Définitions

- **CVS-CJO**

La correction des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) est un traitement statistique de la série brute (i.e. initiale) qui vise à en éliminer les composantes cycliques (saisonnalité, nombre de jours ouvrables, année bissextile) pour permettre de mieux discerner son évolution fondamentale (tendance et chocs conjoncturels, notamment). La désaisonnalisation est effectuée sur la série mensuelle, et la série trimestrielle CVS-CJO est obtenue par cumul de la série mensuelle désaisonnalisée. La série annuelle cumule les données mensuelles brutes sur l'année civile.

- **Mise en cause**

Les forces de sécurité, police et gendarmerie, sont chargées quand elles constatent (ou qu'on leur signale) un crime ou un délit, d'en rechercher les auteurs sous l'autorité des parquets. Quand, dans le cadre de leur enquête, elles auditionnent une personne et que des indices graves ou concordants rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer comme auteur ou complice à la commission d'un crime ou d'un délit, elles signalent l'identité de cette personne aux autorités judiciaires. On considère dans ce cas que cette personne est « mise en cause ». La notion de mis en cause utilisée ici est donc plus restrictive que l'usage courant, qui désigne toute personne soupçonnée à un moment donné d'avoir participé à la réalisation d'une infraction. C'est la justice qui déterminera, ultérieurement, si une personne est ou pas l'auteur effectif de l'infraction : ne sont retracés ici que les résultats de l'enquête menée par les forces de sécurité.

- **Taux de victimation**

Le « taux de victimation » est le rapport entre le nombre de victimes appartenant à une catégorie de population et la population totale de cette catégorie. Il est le plus souvent exprimé pour 1 000 habitants.

- **Victimation**

Étude des phénomènes délinquants qui s'intéresse en premier lieu à la personne des victimes. La méthode la plus fiable pour mesurer la victimation est la réalisation d'enquêtes auprès de la population, dites « enquêtes de victimation », au cours desquelles on demande aux individus s'ils ont été victimes d'atteintes à leurs biens (vols, dégradations, etc.) ou à leur personne (agressions, insultes, violences, etc.). La principale enquête de victimation en France est l'enquête « Cadre de Vie et Sécurité ».

Pour en savoir plus

- Guedj H., Moreau A., « Les arnaques et les escroqueries bancaires dans le Rapport d'enquête « Cadre de vie et sécurité 2018 » », SSMSI, décembre 2018 (https://www.interieur.gouv.fr/content/download/113846/910796/file/RapportCVS_2018_chap09.pdf)
- Moreau A., « Insécurité et délinquance en 2017 : premier bilan statistique - Escroqueries et infractions assimilées », SSMSI, 2018 (<https://www.interieur.gouv.fr/content/download/107544/854237/file/escroqueries.pdf>)
- Moreau A., « Les infractions contre les résidences, les voitures et les comptes bancaires des ménages représentent un préjudice d'au moins 3,5 milliards d'euros chaque année », Interstats Info-rapide n°8, SSMSI, 2017(<https://www.interieur.gouv.fr/content/download/106116/841175/file/infos-rapide8.pdf>)
- Clais M., 2018, « Les débits frauduleux sur compte bancaire », Flash crim' n°14, mai 2018, ONDRP
- ONDRP, « Victimation 2016 et perceptions de la sécurité », Résultats de l'enquête Cadre de vie et sécurité 2017, ONDRP, INHESJ, décembre 2017
- Benbouzid B., Peaucellier S., « L'escroquerie sur Internet - La plainte et la prise de parole publique des victimes Réseaux », vol. 3, n°197-198, 2016